

Comment gagner le pari industriel de la mobilité électrique en France et en Europe ?

Propos introductifs

- Avec **31% des émissions de gaz à effet de serre**, les **transports** sont la **1^{ère} source d'émissions de CO2 en France**. La transition de l'industrie automobile vers les véhicules électriques est l'une des solutions prioritaires pour réduire les émissions du secteur. Cependant, comme soulignée par l'étude de l'IFRI, cette transformation soulève **plusieurs enjeux**, notamment **industriels, économiques, technologiques, géopolitiques et sociétaux**.
- **L'Union Européenne** est confrontée à des **défis majeurs**, car de nombreux maillons clés de la chaîne de valeur du véhicule électrique (VE) sont **d'origine chinoise**. Renforcer la maîtrise de la chaîne de valeur est donc crucial pour la sécurité économique et environnementale. Cependant, « européeniser » ces maillons est **complexe et coûteux** car **l'union Européenne** a un **accès limité aux matières premières** essentielles au process de fabrication, et leurs **coûts de production sont élevés**. A l'inverse, la **Chine** est très en avance sur le reste du monde en matière de contrôle de la chaîne de production mondiale des métaux critiques (elle détient 60% des capacités mondiales de raffinage de lithium et 65% des capacités mondiales de raffinage du cobalt). Ce déséquilibre est la raison pour laquelle la **loi européenne sur les matières premières (Critical Raw Material Act)** a été élaborée. Celle-ci stipule que **d'ici à 2030, l'Union Européenne devra extraire 10% de ses besoins de mines locales, raffiner 40% de ses métaux et incorporer un minimum de 15% de métaux recyclés** dans ses produits.

Quatre points clés :

- 1) **La réindustrialisation et la sécurisation de nos chaînes d'approvisionnement en métaux critiques est une opportunité pour renforcer l'UE et la France.**
 - a. Il est nécessaire de **s'accorder et d'adopter une vision industrielle commune plutôt qu'une compétition entre les pays de l'UE** : Il faut éviter le risque d'une approche fragmentée qui affaiblit l'impact de l'UE par des efforts nationaux non coordonnés. Au contraire, nous **devons tirer parti des atouts de chaque État membre de l'UE pour réaliser le pouvoir collectif du marché unique afin de façonner les marchés mondiaux et les chaînes d'approvisionnement.**

Exemple : en France, l'électricité n'est pas très chère et relativement peu carbonée, de sorte qu'il peut être judicieux d'encourager la fabrication de piles et leur recyclage.
 - b. **La France peut jouer un rôle dans la réalisation de cette vision, en façonnant une politique européenne** soutenant un **nouveau secteur industriel tourné vers l'avenir avec des bénéfices en termes d'emploi. Par exemple, pour la France** estimés (selon la PFA) entre **23 000 et 35 000 emplois d'ici 2030**, dont 12 000 dans les usines de batteries et les lignes de production dédiées aux moteurs électriques chez les fabricants, et 11 000 dans les secteurs de l'électricité et de l'électronique, de l'aluminium, etc.

- 2) **Justice sociale & résilience** – En utilisant l'ensemble des leviers à notre disposition : des mesures de sobriété en favorisant les transports en commun et la mobilité active, la réduction de la taille et de la forme des véhicules et des batteries (plutôt que la surconsommation en métaux critiques utilisée pour les SUV).
- a. **WWF France et l'Institut Mobilités en Transition-IDDRI, viennent de produire une étude en matière de matériaux critiques pour voir quelles étaient les marges de manœuvres de réduction de la demande en travaillant sur tous les leviers de frugalité et de sobriété à savoir le report modal, la taille des véhicules et la forme des véhicules (exemple : SUV).** Ils sont arrivés à montrer que l'on pouvait **réduire la demande de 25% sans difficulté** avec une politique pro active dans le domaine. **Développer la sobriété est indispensable pour assurer la résilience de la filière.**
- Exemple : Un SUV doté d'une batterie de 100 kWh (de type Tesla Model X, Audi Q8 e-tron ou futur Peugeot e-3008), consomme 2 fois plus de cuivre et d'aluminium et 2,5 fois plus de lithium, de nickel, de cobalt, de manganèse et de graphite qu'une citadine d'une batterie de 40 kWh (de type Renault Twingo ZE ou Smart ForTwo).*
- 3) **Redéfinir le positionnement de l'UE avec les pays producteurs** - La vision européenne d'une nouvelle "révolution industrielle verte" requiert une nouvelle "diplomatie des matières premières" et des règles commerciales garantissant une extraction durable et qui respecte les droits de l'homme.
- a. Pour réduire sa dépendance à la Chine et sécuriser son approvisionnement en métaux critiques, **l'UE doit assurer une plus grande diversification des ressources.** Cette sécurisation doit passer par la **redéfinition des partenariats avec les pays producteurs sur des bases ESG** (éthique, conditions de fabrication, etc.) **et sur la bonne répartition de la valeur ajoutée localement** (faire du co-développement industrielle).
- Exemple : L'accord commercial du 18 juillet dernier signé entre le Chili et la Commission européenne sur le lithium et le cuivre. Le Chili a les plus grandes réserves de lithium au monde et c'est aussi le plus grand producteur de cuivre de la planète - soit deux métaux essentiels à la fabrication des batteries des voitures électriques. Cet accord permettra l'UE de s'approvisionner plus facilement en cuivre et en lithium. En échange, l'UE promet d'investir au Chili pour que le pays n'exporte pas simplement ses matières premières brutes, mais transforme davantage le lithium et le cuivre au niveau local : le pays y gagnerait en valeur ajoutée et pourrait créer davantage d'emplois qualifiés sur son sol.*
- 4) **Favoriser un dialogue constructif avec la Chine tout en protégeant l'industrie européennes des pratiques moins vertueuses**
- a. **Il est nécessaire de compléter, et non de remplacer, la chaîne d'approvisionnement chinoise,** car les deux seront nécessaires pour répondre à la demande mondiale croissante de technologies vertes, y compris en Chine. Cependant, **il est aussi essentiel de protéger les industries face aux pratiques déloyales.**
- Exemple : la Commission européenne a lancé en octobre dernier une enquête sur les subventions aux véhicules électriques chinoises.*